

Le cadre des limites planétaires face aux enjeux des politiques locales du Sud Loire

Entretien croisé élus-chercheurs :

Christophe Bazile, président du SCOT Sud Loire, président de Loire Forez Agglomération et maire de Montbrison ; **David Fara**, vice-président du SCOT Sud Loire, vice-président en charge de l'agriculture, de la transition agricole et alimentaire de Saint-Étienne Métropole et maire du Chambon-Feugerolles ; **Natacha Gondran**, professeure à Mines Saint-Étienne, coauteure des *Limites planétaires* (La Découverte, 2020) ; **Antoine Giret**, enseignant-chercheur à Mines Saint-Étienne.

Entretien organisé, animé et mis en forme par **Maud Marsauche**, chargée d'étude à Epures

Depuis 2020, Mines Saint-Étienne et l'agence d'urbanisme Epures ont un partenariat autour de la territorialisation du cadre des limites planétaires appliqué au territoire du Sud Loire. Ces travaux sont une base de réflexion renouvelée sur les enjeux et les défis auxquels les territoires sont confrontés. Epures, dans le cadre de son partenariat, organise des rencontres et des échanges entre la sphère scientifique et la sphère politique. C'est dans ce cadre qu'a été organisé cet entretien croisé, à Saint-Étienne, le 12 octobre 2023. Extrait.

Maud Marsauche : *Quelles réactions vous inspirent cette notion de limites planétaires, plus particulièrement dans vos fonctions politiques locales ?*

Christophe Bazile : Les défis sont énormes ! La première réaction est de passer le cap de l'acceptation. Il faut être capable d'accepter les enjeux auxquels nous sommes confrontés. Il y a l'acceptabilité du diagnostic et l'acceptation des mesures à prendre. Je crois que notre société n'est pas encore prête à accepter le diagnostic. Dit autrement, elle est encore dans le déni.

David Fara : Au niveau local, l'enjeu est celui de l'intervention : « Comment intervenir ? » Si les phénomènes sont mondiaux, il faut avoir des éléments de compréhension au niveau local et identifier les actions politiques à mettre en place pour y répondre. Les enjeux sont importants. C'est parfois compliqué, car certaines conséquences

sont vécues comme lointaines pour les populations comme pour les élus locaux.

Maud Marsauche : *Une des limites concerne l'intégrité de la biosphère ou la biodiversité, limite qui a été identifiée comme dépassée dès 2009. C'est aussi l'enjeu de préservation des services rendus par la nature qui est posé. La biodiversité nous rend beaucoup de services : gestion de l'eau, des risques, pollinisation, etc. Services sur lesquels une partie de notre économie et de nos modes de vie sont fondés. La variable de mesure de cette limite est la part d'espaces naturels préservés. Quelles réponses trouvez-vous à cet enjeu dans le cadre de vos politiques, notamment du SCOT Sud Loire ?*

Christophe Bazile : Tout le monde comprend l'intention de la limitation de l'artificialisation des sols mais, quand il s'agit de s'atteler à la déclinaison concrète, plus personne ne veut agir. Le changement de comportement n'est pas



De gauche à droite : Christophe Bazile, David Fara, Natacha Gondran, Maud Marsauche, Antoine Giret.
© Pascal Coupelon/Epures

au rendez-vous. Si on regarde derrière nous, la consommation des espaces naturels et forestiers s'est toujours déroulée sur le même rythme ; cela n'a pas vraiment diminué ; on fait toujours comme avant. Force est de constater qu'entre ce qui est dit et ce qui est fait, il y a un gouffre. Or, pour la première fois dans les documents d'urbanisme, on n'a plus le choix. La démarche zéro artificialisation nette est éminemment critiquée, mais c'est une première. Nous, élus locaux, nous n'avons pas le choix, nous devons respecter la loi.

David Fara : L'idée d'une ressource foncière inépuisable est tenace. Avec l'idée aussi que, s'il y a besoin de la recréer, ce sera facile. Or on sait qu'un sol, une fois qu'on l'a dénaturé, cela prend beaucoup de temps à le renaturer, à le rendre de nouveau fertile, utilisable pour une autre fonction. On se

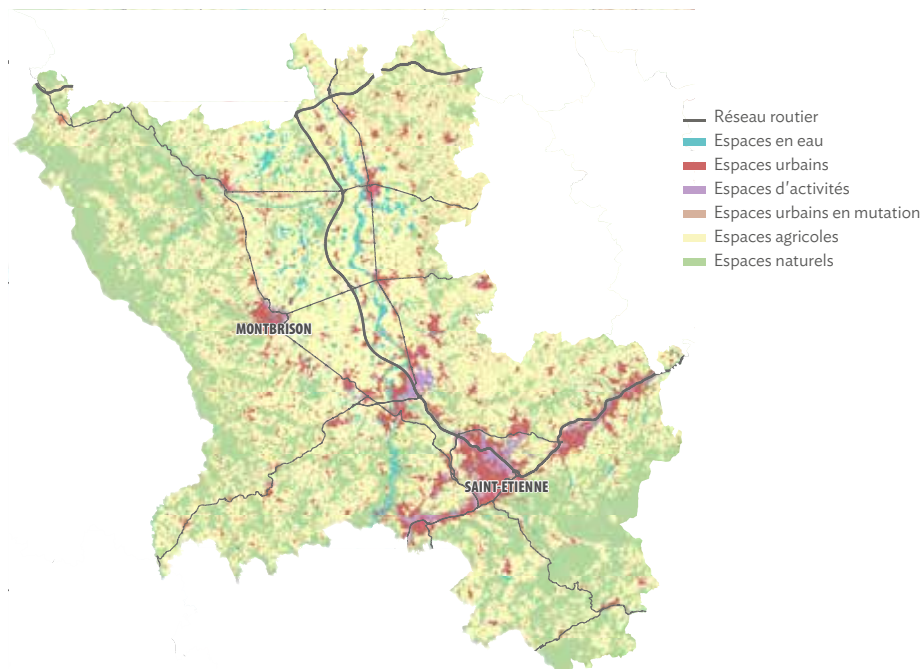
donne un peu l'illusion que tout est réversible, y compris pour les sols. Le cadre des limites planétaires repose sur la notion de non-retour.

Un paradigme en matière d'aménagement était que, pour développer un territoire, il fallait construire, il fallait s'étendre.

« Un paradigme en matière d'aménagement était que, pour développer un territoire, il fallait construire, il fallait s'étendre ; cette idée existait et peut encore exister. »

David Fara

Christophe Bazile : La difficulté que nous rencontrons, c'est que, de façon systémique, tout a changé, tout est à changer. Les modèles sur lesquels on s'est construits ne sont plus viables. Il faut changer le modèle économique, mais aussi le modèle social. Il y a beaucoup de gens qui sont sobres depuis longtemps et il y en a d'autres qui ne le sont pas et qui ne veulent pas en entendre parler. Les clivages sont extrêmement importants. Une partie de la société a le sentiment de pouvoir s'en sortir sans entrer dans une évolution nécessairement collective.



Le territoire du SCOT Sud Loire. © Epures, agence d'urbanisme de la région stéphanoise – MOS Urba4 2020.

David Fara : La logique est elle aussi en train de changer. En effet, les politiques publiques, au sens large, portaient souvent sur l'organisation de services supplémentaires, l'eau, l'énergie, etc. Dans ce nouveau modèle, le travail politique cherche à maintenir ce que l'on a, voire à faire moins ou à changer de façon de faire. C'est un vrai changement de logique.

Natacha Gondran : L'enjeu mis en avant pour la préservation de la biosphère est cette notion de services rendus par la nature : captage de l'eau, pollinisation, etc., services qui ne sont pas pris en compte dans les schémas classiques de décision. On a l'impression qu'en artificialisant on rend des services à la population ; en fait, c'est l'inverse, on en détruit.

Maud Marsauche : Sur le thème du cycle des nutriments, l'azote et le phosphore, on a atteint des

valeurs limites à l'échelle planétaire. Sur notre territoire, il y a des conséquences, avec des phénomènes d'eutrophisation¹ qui entraînent des problèmes pour la biodiversité, mais aussi le tourisme, les loisirs et l'accès à l'eau. Comment vous situez-vous par rapport aux enjeux liés au cycle des nutriments ?

« On a l'impression qu'en artificialisant on rend des services à la population ; en fait, c'est l'inverse, on en détruit. »

Natacha Gondran

David Fara : Une partie des intrants vient des activités agricoles. Les collectivités, comme la Région, le Département et les intercommunalités, peuvent avoir une action sur l'agriculture : il s'agit de faire du lien, de soutenir des actions et parfois de se positionner comme animateur. Dans le monde agricole, il y a de vrais clivages. Il ne faut pas rester sur des visions dogmatiques en se disant qu'il n'y a qu'une seule voie. Ce qu'il faut trouver, c'est notre modèle de demain. Pour avancer sur ces questions, nous développons des projets alimentaires territoriaux (PAT).

Ce sont aussi des milliers de repas qui sont servis dans les structures collectives dépendant des collectivités publiques. Il y a un travail de prise de conscience sur le rôle de l'alimentation locale. On l'a dit sur le foncier, les choix à opérer ne vont pas forcément faire plaisir. Si on veut des agriculteurs, il va falloir les rémunérer à un prix juste. Il va falloir y consacrer plus d'argent public. Dans les années 1990 et 2000, la préoccupation était celle du coût, ce qui incitait à faire des économies sur le prix des repas. Ce sont de vrais changements de modèle à mener.

Christophe Bazile : Longtemps, on a spécialisé l'agriculture au point d'appauvrir les sols. Au sein du SCOT Sud Loire, on a la chance inouïe d'être un territoire agricole. En théorie, on peut se poser la question de l'autosuffisance. Pour permettre d'aller dans ce sens, il faudrait se diversifier. Il ne faudrait plus qu'un agriculteur se spécialise dans une seule filière. Mais les investissements ont été faits, tout est dimensionné sur ce modèle. Il n'est pas évident de faire évoluer une exploitation spécialisée vers un autre modèle de production.

« Notre organisation consomme un maximum d'eau. La sobriété est la principale piste à suivre, avant d'aller rechercher de nouveaux gisements d'eau. »

Christophe Bazile

Natacha Gondran : La massification de l'agriculture pose problème. Pour répondre aux dérèglements des cycles de nutriments, il est important de combiner élevage de proximité avec amendement des sols. Il y a beaucoup d'agriculteurs bio dans la Loire qui le font et qui souffrent aujourd'hui de la perte du marché bio. Ces agriculteurs sont les premières victimes du changement climatique. Il est donc important de soutenir l'existant.









Antoine Giret : Le terme de diversification qui a été employé est important dans une démarche prospective. Le changement climatique va augmenter les aléas ; tous ces événements exceptionnels vont perturber les modèles agricoles. Le système de monoculture est fragile : en cas d'événement climatique, c'est toute la culture qui est détruite. Un modèle de culture diversifiée est plus résilient.

Maud Marsauche : Le sujet suivant, c'est l'eau. Cet enjeu interpelle nos territoires à la fois pour l'alimentation et pour de nombreux autres usages. Comment permettre un accès équitable à l'eau ? Comment vous positionnez-vous ?

Christophe Bazile : Certains pays sont exemplaires en termes de sobriété en eau, en raison d'une ressource limitée. En France, en Europe, on a considéré l'eau comme inépuisable et surabondante. Notre organisation consomme un maximum d'eau. Rien n'est fait pour l'économiser. La sobriété est la principale piste à suivre, avant d'aller rechercher de nouveaux gisements d'eau. La marge de progression est énorme, et j'ai le sentiment que les états d'esprit évoluent beaucoup sur le sujet de l'eau.

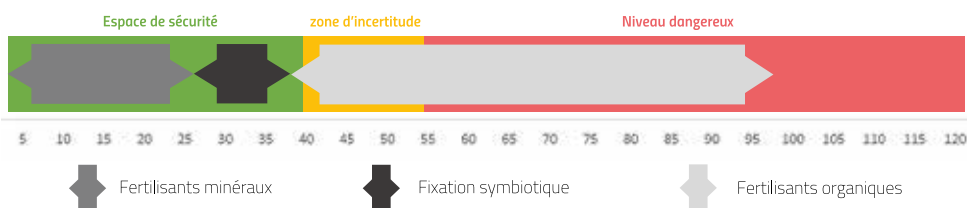
David Fara : L'année 2022 a été très caractéristique. Dans la Loire, nous avons eu un vrai conflit sur l'eau : choisit-on le tourisme ou l'alimentation en eau potable des populations, l'alimentation en eau des cultures et des animaux ou encore la production d'énergie ? En 2022, tout s'est conjugué : un manque d'énergie, un problème de souveraineté alimentaire, un problème d'eau potable. Tout est arrivé en même temps. Il y a de vrais choix – non dogmatiques – à faire. Les collectivités, avec leurs compétences, ont un rôle clé à jouer.

Christophe Bazile : Pour anticiper ces nouveaux risques, je m'interroge sur la réalisation d'un plan intercommunal de sauvegarde qui intégrerait les risques liés à la rupture dans l'alimentation des ressources. Le plan communal de sauvegarde gère la crise aiguë. On pourrait s'interroger sur la rareté, sur la manière de s'organiser s'il n'y a plus d'eau. Sur ces questions, la collaboration entre chercheurs et collectivités serait d'un grand intérêt. En termes de sensibilisation du public, si on intègre la ressource en eau comme étant un risque potentiel, le message envoyé est énorme.

Limites planétaires		Echelle planétaire	Echelle Sud Loire	Fiabilité des données mobilisées
	Le changement climatique	Zone d'incertitude	Niveau dangereux	Bonne
	L'érosion de la biodiversité	Niveau dangereux	Zone d'incertitude	Moyenne
	La perturbation du cycle de l'eau douce	Espace de sécurité	Zone d'incertitude	Faible
	La perturbation du cycle du phosphore	Niveau dangereux	Non évalué	Faible
	La perturbation du cycle de l'azote	Niveau dangereux	Zone d'incertitude	Moyenne
	L'atteinte de la couche d'ozone	Espace de sécurité	Espace de sécurité	Bonne
	La diminution du couvert végétal	Zone d'incertitude	Non évalué	Moyenne
	L'augmentation des particules en suspension dans l'air	Non évalué	Espace de sécurité à niveau dangereux	Bonne

Niveau d'émission de gaz à effet de serre dans le Sud Loire en 2018, par rapport à son budget carbone (Kt_{eq}CO₂).

© Observatoire des transitions environnementales, Epures, 2021



Bilan du niveau d'émission de gaz à effet de serre à l'échelle du Sud Loire. © Observatoire des transitions environnementales, Epures, 2021

Très concrètement, cela fait deux ans de suite qu'on envoie des camions citernes dans des communes qui n'ont plus d'eau, mais les gens ne le voient pas parce qu'on met l'eau directement dans les réservoirs.

Natacha Gondran : Les habitants de ces communes ne sont pas informés ?

Christophe Bazile : Vous touchez du doigt quelque chose qui est important, c'est la communication. Quand c'est un politique qui parle de ces enjeux, il est dénigré, on ne l'écoute pas. C'est pour cette raison aussi qu'on a besoin de la parole du chercheur.

La relation entre politiques et chercheurs m'intéresse. J'imagine que vous faites beaucoup de travaux dont on n'a pas connaissance et qui pourraient nous intéresser. Comment peut-on faire ce lien entre deux secteurs qui se rencontrent peu ? On a besoin de résultats très objectifs et vulgarisés. Je n'aurais pas de problème à faire intervenir des chercheurs dans nos assemblées pour expliquer un sujet précis, au contraire.

David Fara : C'est aussi sortir de la parole uniquement politique. Certains éléments doivent être préalables au débat politique, doivent apporter des constats et des pistes de réflexion grâce aux résultats de travaux de recherche. À partir de

ces éléments, on peut discuter sur la manière d'y répondre au travers des politiques locales.

Les questions que nous nous posons, Christophe Bazile et moi-même, ne sont pas uniques. Beaucoup de territoires s'interrogent sur ces domaines et cherchent à savoir comment les enjeux des limites planétaires se déclinent, quelles sont les conséquences sur les territoires et comment on peut apporter des réponses au niveau local.

Une réflexion sur les modalités de collaboration entre le monde de la recherche et celui des collectivités locales sur ces thématiques est donc à construire.

Note :

1. L'eutrophisation est un déséquilibre causé par l'augmentation d'azote et de phosphore. Elle est caractérisée par une croissance excessive des algues due à la forte disponibilité des nutriments.